

[Text]

I think Judy is right; we have been asked a lot in the last little while about what has happened in the year since December 6, 1989, and I feel the same way about some of the changes that have been taking place in our society. I felt very strongly, actually, about the impact of young women and the impact of men who are acting in solidarity with feminism over the past year. There has been a real upsurge in demands for certain kinds of change.

An example would be all the people who signed petitions around gun control, the work around December 6 and the fact that it was a women's remembrance day for many of us across this country, and of course the demand for a royal commission on violence against women.

Now, looking at these three things that have come up in the last year, they are very, very small. Gun control, for instance, is a really surface approach to the whole problem, but it is one thing that can be done, and it looks as though the government will not even be able to do it. If you look at the request for a day of commemoration, it is very small. This is not a big request. This is not asking for major pronouncements or major money or anything like that. It is a very small thing. We were not able to do that. And now, the royal commission on violence against women—I am concerned that we will not even be able to do that.

These are three very small demands. If the government is not able to comply with those three small demands, how can we expect any real substantial change in the area of violence against women?

I want to get on now to some of the things that we think are important for this subcommittee. I think the first thing is that the federal government did announce a few years ago the initiative of \$40 million, which Mary Collins refers to in her speech. About \$25 million of that was designated to create additional shelter spaces. Around the time of the announcement, I think there were about 100 shelters operating in Canada and now there are probably about 235. One of the problems with the creation of spaces, of course, is that you have to have the money to run the spaces.

There is a critical need, I think, to take a look at that \$40 million and essentially do an assessment of it. This is an immediate thing that I think this subcommittee could look at—how many more spaces were created and what is the barrier to creating more spaces? Is it operating money, is it problems with transfer payments? What are the problems in terms of creating more spaces? Of course, I think you must always keep in mind some of the philosophical issues around shelter spaces, such as the whole issue around therapy and clinical needs and all the issues around whether or not it is the woman who should be removed from the home—protection of women and these kinds of things. One is the assessment of the \$40 million initiative.

[Translation]

Je pense que Judy a raison; on nous a beaucoup interrogé dernièrement sur ce qui s'était passé depuis le 6 décembre 1989 et j'ai la même opinion pour ce qui est de certains changements qui se sont produits dans notre société. Je pense que les jeunes femmes et les hommes qui se sont déclarés solidaires du féminisme cette année-ci représentent une force importante. Nous avons constaté l'existence d'une demande très forte en faveur de certains changements.

On pourrait donner comme exemple tous les gens qui ont signé des pétitions sur le contrôle des armes à feu, les préparatifs du 6 décembre et le fait que ce jour a été un jour de souvenir pour les femmes dans la plupart des régions du pays et bien entendu, la mise sur pied d'une commission royale sur la violence contre les femmes.

Si l'on examine les trois domaines sur lesquels il y a eu des progrès depuis un an, il faut bien reconnaître que ce sont des problèmes relativement mineurs. Par exemple, le contrôle des armes procède d'une démarche superficielle à l'ensemble du problème mais c'est une chose qui peut être accomplie et il semble que le gouvernement n'y arrivera même pas. Si l'on prend la demande qui a été faite pour que l'on déclare le 6 décembre jour du souvenir, c'est une demande relativement mineure. Ce n'est pas une demande importante. Il ne s'agit pas de grosses sommes d'argent ou de déclarations essentielles. C'est une petite chose, mais nous n'avons même pas pu l'obtenir. Et maintenant, la commission royale sur la violence contre les femmes—je crains fort de ne jamais la voir.

Il s'agit là de trois demandes très mineures. Si le gouvernement n'est pas capable de répondre à ce genre de demandes, comment peut-on s'attendre à ce qu'on obtienne des véritables changements dans le secteur de la violence contre les femmes?

Je passe maintenant à des choses qui sont importantes, d'après-nous, pour ce sous-comité. La première est que le gouvernement fédéral a annoncé il y a quelques années une initiative de 40 millions de dollars, dont Mary Collins a parlé dans son exposé. Une somme de 25 millions de dollars devait être utilisée pour créer davantage de maisons d'accueil. Au moment de l'annonce de cette nouvelle, il y avait au Canada une centaine de maisons d'accueil qui fonctionnaient alors que maintenant il y en a environ 235. Il est évident qu'aménager des locaux d'accueil ne suffit pas, il faut ensuite de l'argent pour pouvoir utiliser ces locaux.

C'est pourquoi il faut absolument réexaminer ce crédit de 40 millions de dollars pour savoir ce qu'il convient d'en faire. C'est une chose concrète que ce sous-comité pourrait examiner—combien avons-nous aménagé de locaux supplémentaires et qu'est-ce qui nous empêche d'en créer d'autres? Est-ce que ce sont les fonds d'exploitation ou bien y a-t-il des problèmes avec les paiements de transfert? Qu'est-ce qui empêche d'aménager davantage de locaux? Bien entendu, il ne faut pas oublier les questions de principe qui entourent les abris pour femmes, comme la question des besoins cliniques et thérapeutiques ainsi que de savoir si c'est la femme qui devrait quitter la maison—protéger la femme et ce genre de choses. L'autre est l'évaluation de l'initiative de 40 millions de dollars.